



# LE POINT

SUR...

61F0019XIF

Vol. 2, N° 3

## UN PROFIL DE LA PETITE ENTREPRISE AU CANADA

par Luke Pelot

### Petites entreprises, grande importance

La grande majorité des entreprises canadiennes sont des petites entreprises, bien que petites, leur contribution globale à l'économie nationale est considérable. En 1995, on comptait plus d'un million de petites entreprises dont le revenu brut individuel variait de 25 000 \$ à 5 millions de dollars<sup>1</sup> et dont le revenu brut global excédait 300 milliards de dollars. Les petites entreprises sont également une source importante d'emplois — elles en créent un sur six au Canada, soit, en tout, presque 2,5 millions. Le présent article vise à dresser le profil de ces entreprises et à souligner leur diversité.

### Profils des petites entreprises de Statistique Canada

Le présent article se fonde sur l'ensemble de données des *Profils des petites entreprises*<sup>2</sup>. Chaque profil fournit des renseignements détaillés sur une petite entreprise « type », y compris :

- le revenu, les dépenses et le bénéfice;
- l'emploi;
- l'actif, le passif et l'avoir;
- et, les ratios financiers.

Les *Profils* sont produits selon le type d'entreprise (non constituée en société, constituée en société et les deux catégories regroupées) pour environ 680 branches d'activité au Canada<sup>3</sup>. On les produit aussi pour chaque province ou territoire, mais à un moins grand niveau de détail en ce qui concerne la branche d'activité. Le présent article porte principalement sur le revenu, le bénéfice, l'actif et l'avoir.

### Carte de la petite entreprise au Canada

En 1995, il y avait 361 petites entreprises pour 10 000 personnes au Canada. C'est pour les provinces atlantiques et pour les Territoires du Nord-Ouest que le ratio du nombre de petites entreprises au chiffre de population est le plus faible. À l'autre extrémité de l'échelle, les Territoires du Nord-Ouest, où on relève 533 entreprises pour 10 000 personnes, représente, en ce sens, la région la plus « entrepreneuriale », suivis de près par les deux provinces les plus à l'ouest, c'est-à-dire l'Alberta et la Colombie-Britannique. Les raisons actuelles de ces variations ne sont pas claires, mais plus d'indications peuvent probablement être obtenues en examinant l'ensemble des industries en détail.

<sup>1</sup> Le nombre d'entreprises dont le revenu annuel est inférieur à 25 000 \$ est beaucoup plus élevé. Selon l'Enquête sur la population active, 2,1 millions de personnes travaillaient pour leur propre compte en 1995.

<sup>2</sup> Les données sur lesquels s'appuient les *Profils des petites entreprises* proviennent d'un échantillon de déclarations de revenus présentées à Revenu Canada par les entreprises non constituées en société (déclarations T1) et constituées en société (déclaration T2). En 1995, l'échantillon comptait 193 000 déclarations de revenus. La production des *Profils* est financée par un groupe de ministères fédéraux et provinciaux.

<sup>3</sup> Les branches d'activité sont définies conformément à la définition type des industries élaborées par Statistique Canada. Pour plus de renseignements sur le système de classification, consulter la publication *Classification type des industries, 1980*.

LE POINT SUR...

**Dans le présent numéro...**

**Un profil de la petite entreprise au Canada**

**Les répondants**

**Enquête sur les anticipations à court terme**

Un aperçu de ce qu'est l'*Enquête sur les anticipations à court terme*

**Nouveauté**

Information provenant des différentes divisions

Novembre 1998

Also available in English

Il y a également des écarts importants entre le nombre de grandes et petites entreprises dans certaines industries, comme le démontre le **tableau 2**. Dans une certaine mesure, c'est comme comparer des pommes et des oranges, puisque certaines industries sont définies de façon très générale. Certaines branches d'activité, comme celles des services aux entreprises, des autres services, de la construction et de l'immobilier, affichent une plus forte proportion de petites que de grandes entreprises. En revanche, dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros, ce sont les entreprises dont les revenus excèdent 5 millions de dollars par année qui dominent, ce qui pourrait indiquer que les économies d'échelle sont particulièrement importantes dans ces secteurs.

## Revenu

Le revenu moyen des petites entreprises dans la plupart des provinces s'approche de la moyenne nationale de 285 000 \$. Le **graphique 1** donne la classification des provinces et territoires selon le revenu moyen.

Généralement, le revenu moyen des petites entreprises est fonction de la taille de l'économie provinciale ou territoriale. Par exemple, les petites entreprises des économies les plus petites, comme celles des territoires et de l'Île-du-Prince-Édouard, enregistrent le revenu moyen le plus faible, de l'ordre de 150 000 \$ à 200 000 \$. En

**Tableau 1: Répartition des petites entreprises selon la province ou le territoire**

	Petites entreprises pour 10,000 personnes	Nombre total de petites entreprises
Yukon	533	1,700
Alberta	480	133,500
Colombie-Britannique	466	180,900
Ontario	347	385,200
Québec	334	243,000
Manitoba	302	34,200
Saskatchewan	300	30,600
Nouveau-Brunswick	288	21,700
Nouvelle-Écosse	262	24,400
Territoires du Nord-Ouest	242	1,600
Île-du-Prince-Édouard	237	3,300
Terre-Neuve	187	10,600
<b>Canada</b>	<b>361</b>	<b>1,070,000</b>

revanche, dans les provinces dont l'économie est plus grande, les revenus sont plus élevés, par exemple au Québec, en Ontario et au Manitoba, les petites entreprises affichent un revenu moyen de l'ordre de 300 000 \$.

Les propriétaires optent pour la constitution en société lorsque leur entreprise prend de l'essor. Les revenus moyens des entreprises non constituées en société (s'approchant à 100 000 \$) sont moins élevés que ceux des entreprises constituées en société (excédant 400 000 \$).

L'écart entre le revenu moyen des petites entreprises constituées en société et non

constituées en société varie peu si on compare certaines provinces, mais est plus prononcé si on en compare d'autres. Par exemple, l'Ontario affiche le revenu moyen le plus élevé pour les petites entreprises constituées en société, mais l'un des revenus moyens les plus faibles pour celles qui ne sont pas constituées en sociétés. Par contre, le Yukon, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve possèdent un revenu moyen des petites entreprises non constituées en société élevé, mais un revenu moyen faible pour les petites entreprises constituées en société.

S'il semble que la taille de l'économie provinciale est un déterminant important du revenu provincial moyen des petites entreprises, l'effet de l'éventail de branches d'activité est également considérable. Les écarts de la moyenne des revenus sont beaucoup plus importants en comparant les différentes branches d'activité plutôt que les provinces ou les territoires.

Ce sont les entreprises du groupe Autres industries de service qui ont, à 164 000 \$, le revenu moyen le plus faible. À l'autre extrémité, on trouve les industries manufacturières, où le revenu moyen des

**Tableau 2 : Répartition des petites et grandes entreprises selon la branche d'activité**

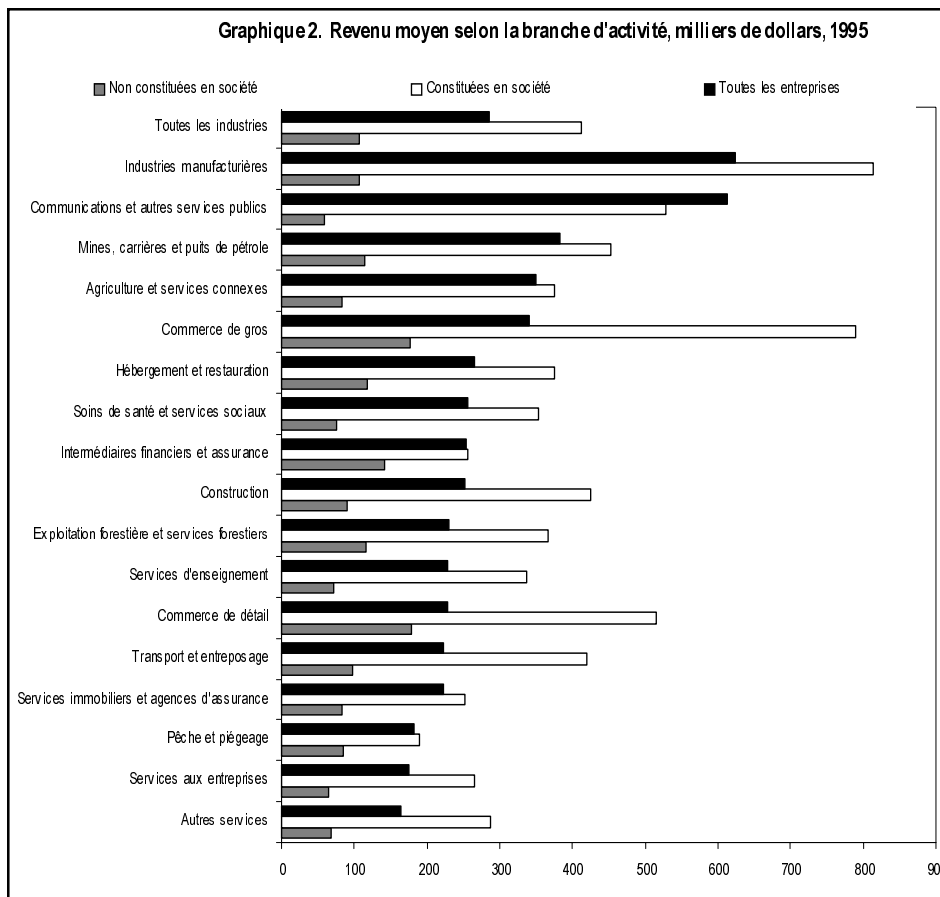
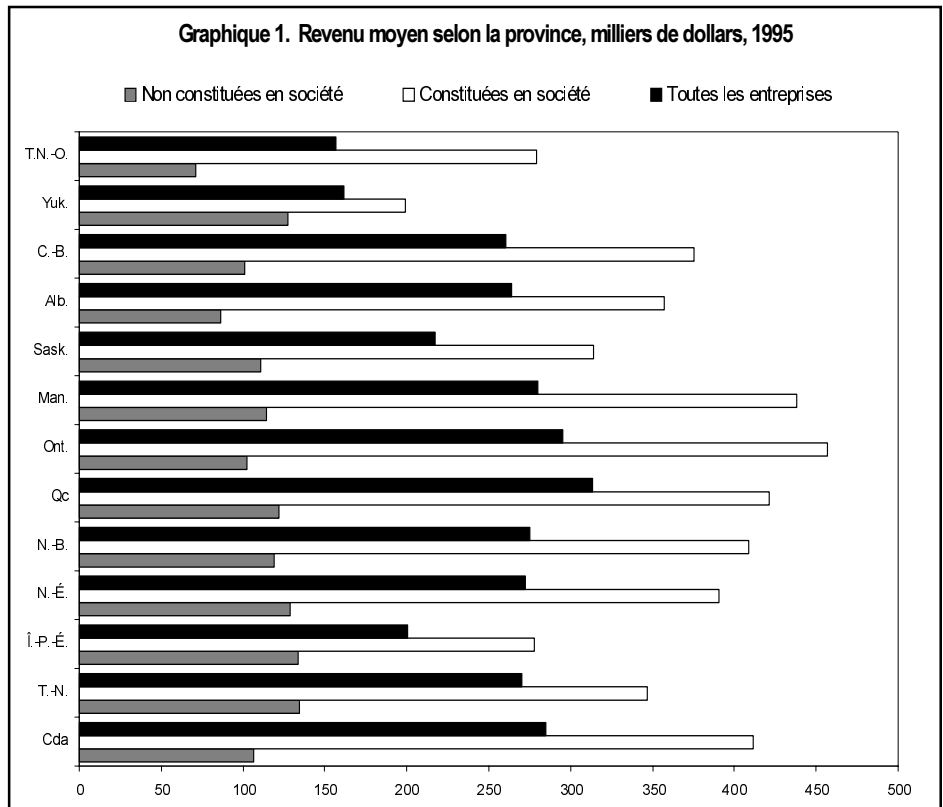
Industrie	Répartition en pourcentage		
	Grandes <sup>4</sup>	Petites <sup>5</sup>	Écart
Agriculture, pêche et exploitation forestière	1,29 %	4,04 %	2,75 %
Mines	1,71 %	0,61 %	-1,10 %
Industrie manufacturière	23,19 %	4,85 %	-18,35 %
Construction	7,51 %	14,39 %	6,87 %
Transport	3,70 %	6,96 %	3,26 %
Services publics, y compris communications	1,08 %	1,08 %	0,01 %
Commerce de gros	20,99 %	6,02 %	-14,97 %
Commerce de détail	17,72 %	15,83 %	-1,89 %
Intermédiaires financiers et assurances	4,41 %	5,95 %	1,54 %
Services immobiliers et agences d'assurance	2,28 %	7,88 %	5,60 %
Service aux entreprises	5,01 %	12,94 %	7,93 %
Services gov., d'enseignement et de santé	5,33 %	3,05 %	-2,28 %
Hébergement et restauration	1,87 %	5,58 %	3,70 %
Autres services	3,91 %	10,84 %	6,93 %
Toutes les industries	100,00	100,00	0,00

<sup>4</sup> Les données sur les grandes entreprises correspondent aux entreprises qui, en 1997, affichaient des revenus supérieurs à 5 millions de dollars.

<sup>5</sup> Les données sur les petites entreprises sont celles tirées des profils des petites entreprises de 1995.

petites entreprises est de 623 600 \$<sup>6</sup>. Le **graphique 2** montre le revenu moyen, toutes entreprises confondues (non constituées et constituées en société), selon la branche d'activité.

Toutefois, la branche d'activité n'explique pas *toutes* les différences dans la moyenne des revenus. Certaines branches d'activité établies dans les petites provinces ont des revenus bien supérieurs à la moyenne nationale pour leur branche d'activité. Par exemple, à Terre-Neuve, le revenu des entreprises de la branche des services d'enseignement était quatre fois plus élevé que la moyenne nationale pour cette branche d'activité. Le revenu des entreprises classées dans les industries de la pêche et du piégeage était deux à trois fois plus élevé que de la moyenne nationale dans six provinces. Pour cette branche d'activité, la moyenne est influencée par la situation en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, provinces où les revenus sont plus faibles, mais qui, à elle deux, regroupe 90 % environ des petites entreprises de pêche et de piégeage au Canada.



Néanmoins, le niveau de revenu des entreprises appartenant à une branche d'activité particulière ne varie généralement pas d'une province ou d'un territoire à l'autre. En fait, si l'on examine les branches d'activité séparément, le revenu provincial ou territorial se situe rarement plus de 50 % au-dessus ou au-dessous de la moyenne nationale pour la branche d'activité. Dans le cas des branches d'activité les plus « peuplées » — les branches du commerce de détail, de la construction et des services aux entreprises englobent, à elles trois, 43 % des petites entreprises — l'écart par rapport à la moyenne pour la branche d'activité est encore plus faible. La similarité du revenu moyen d'une province à l'autre pourrait témoigner d'une concurrence efficace entre les petites entreprises de chaque branche d'activité.

<sup>6</sup> Les industries des services gouvernementaux ne sont pas couvertes ici, car on ne dispose pas de données au niveau provincial. Au niveau national, le revenu moyen des petites entreprises dans les services gouvernementaux se chiffraient à 758 700 \$ en 1995.

## Bénéfice

Les entreprises constituées en société affichent, en moyenne, un bénéfice absolu plus élevé que les entreprises non constituées en société, observation en harmonie avec leur revenu plus élevé. Cependant, si on examine le bénéfice en tant que pourcentage du revenu, les entreprises non constituées en société obtiennent, en fait, de meilleurs résultats.

L'écart entre les deux types d'entreprise tient essentiellement aux dépenses au titre de la rémunération et des avantages sociaux, qui représentent 25 % du revenu des entreprises constituées en société, mais 11 % seulement de celui des entreprises non constituées en société.

Les sociétés sont des « personnes morales » distinctes tenant leur existence d'un texte législatif et peuvent déduire la rémunération versée aux propriétaires. En revanche, les propriétaires d'entreprise non constituée en société ne peuvent pas être leur propre « employeur », donc, doivent puiser leurs gains dans le bénéfice.

**Tableau 3: Revenu et dépenses selon le type d'entreprise, Canada, 1995, en % du revenu**

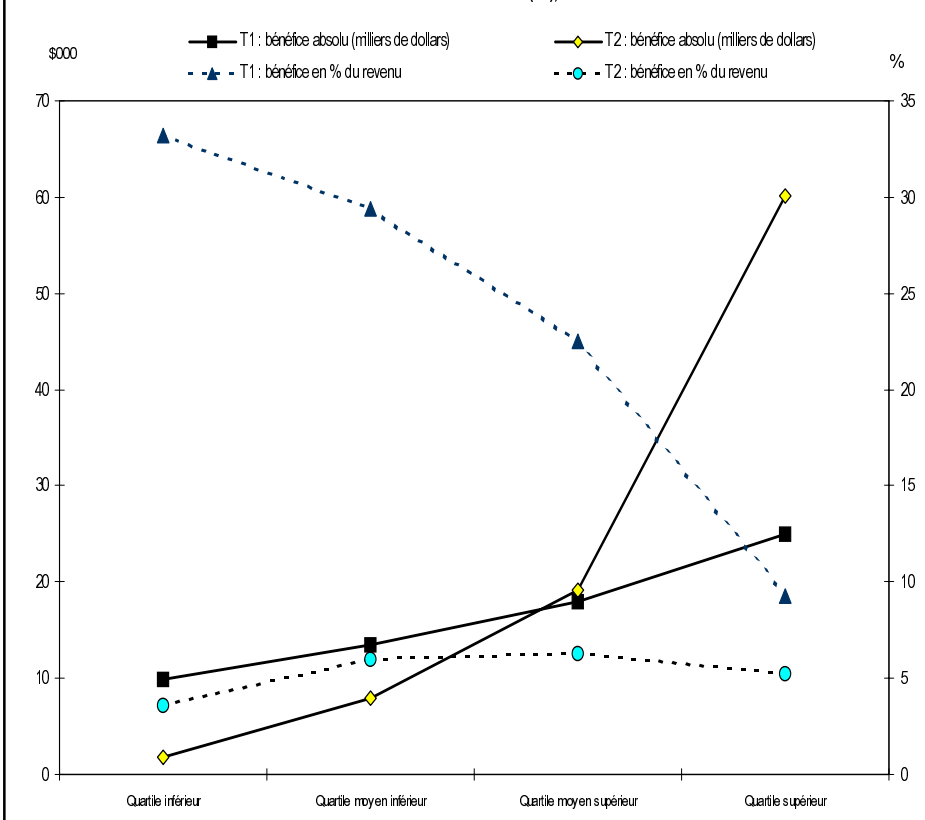
	Non constituée en société	Constituée en société
Revenu brut d'exploitation	100,0	100,0
Dépenses totales	84,4	94,6
Coût des marchandises vendues	35,9	34,5
Rémunération et avantages sociaux	10,7	25,4
Charges locatives	13,6	11,2
Frais financiers	3,1	5,5
Frais généraux	5,5	3,5
Autres dépenses	15,6	14,5
<b>Bénéfice net</b>	<b>15,6</b>	<b>5,4</b>

Le bénéfice moyen fluctue beaucoup plus que le revenu. Ce fait n'a rien de surprenant, puisque le bénéfice est un poste résiduel : une variation faible quand on l'exprime en pourcentage des ventes ou des dépenses devient beaucoup plus importante exprimée en pourcentage du bénéfice. Cependant, on constate des écarts importants entre les bénéfices moyens dans les diverses régions. La

variabilité régionale persiste au niveau de la branche d'activité. Par exemple, dans le cas du commerce de détail, selon la province, le revenu des petites entreprises présente des fluctuations allant de plus à moins un quart par rapport à la moyenne nationale, tandis que le bénéfice net varie du double au cinquième de la moyenne nationale. Dans la région Atlantique, le revenu des détaillants est plus élevé et le bénéfice, plus faible que la moyenne nationale. Il serait intéressant d'examiner plus en détail les écarts régionaux en ce qui a trait à l'éventail de branches d'activité et aux coûts des facteurs pour mieux comprendre la variation de la rentabilité, mais nous ne pouvons le faire ici faute d'espace.

Bien que le bénéfice absolu augmente parallèlement à la taille de l'entreprise, il diminue si on l'exprime en pourcentage du revenu. Le **graphique 3** représente le bénéfice par quartile de revenu pour les entreprises constituées en société et non constituées en société. On constate que, dans les deux cas, le bénéfice absolu augmente avec le revenu, quand on passe du quartile inférieur au deuxième, puis au troisième, et enfin au quartile supérieur. Cependant, exprimé en pourcentage du revenu, le bénéfice des entreprises non constituées en société diminue régulièrement, tandis que celui des entreprises constituées en société augmente du quartile inférieur au deuxième quartile, croît légèrement du deuxième au troisième, puis diminue du troisième au quartile supérieur.

**Graphique 3. Bénéfice absolu et bénéfice en pourcentage du revenu, entreprises non constituées en société (T1) et constituées en société (T2), 1995**



## Investissement dans les petites entreprises

Combien d'argent faut-il pour exploiter une petite entreprise dans diverses branches d'activité?<sup>7</sup> La valeur moyenne de l'actif donne une idée. La majorité des petites entreprises (60 %) déploie moins de 300 000 \$ en actif total. Le **graphique 4** montre la valeur moyenne de l'actif total selon la branche d'activité.

Les petites entreprises financent l'actif par emprunt ou par participation au capital. Le **graphique 4** montre aussi la part d'investissement des propriétaires de l'entreprise, autrement dit l'avoir total. L'avoir total représente l'avoir net des propriétaires de l'entreprise. En 1995, l'avoir moyen variait de 36 000 \$ pour les entreprises de la branche de l'hébergement et de la restauration à des valeurs beaucoup plus élevées, dont 336 000 \$ pour la branche

de l'agriculture et 762 000 \$ pour celle des mines, des carrières et des puits de pétrole.

La variation d'une province à l'autre est faible : on enregistre la valeur moyenne de l'actif (toutes branches d'activité confondues) la plus faible à Terre-Neuve (64 % de la moyenne nationale) et la plus élevée à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les Territoires du Nord-Ouest (118 % et 122 % de la moyenne nationale, respectivement).

## Conclusions

La gamme des petites entreprises est très variée au Canada. Dans la plupart des provinces, pour l'ensemble des branches d'activité, le revenu de ces entreprises s'approche de la moyenne nationale de 285 000 \$. En général, les plus petites entreprises font partie des économies provinciales ou territoriales les plus petites.

Les écarts sont nettement plus importants entre branches d'activité qu'entre régions. La fourchette des revenus s'étend d'un minimum de 164 000 \$ pour le groupe des Autres industries de service à un maximum de 623 600 \$ pour les industries manufacturières, secteur où les grandes entreprises ont tendance à dominer.

Les sociétés ont enregistré, en moyenne, des bénéfices totaux plus élevés que les entreprises non constituées en société, résultat en harmonie avec leur revenu plus élevé. Toutefois, si on examine les bénéfices exprimés en pourcentage du revenu, les entreprises non constituées en société ont obtenu de meilleurs résultats. Les méthodes de comptabilisation différentes des dépenses au titre de la rémunération et des avantages sociaux appliquées par les deux types d'entreprise expliquent en grande partie cette divergence.

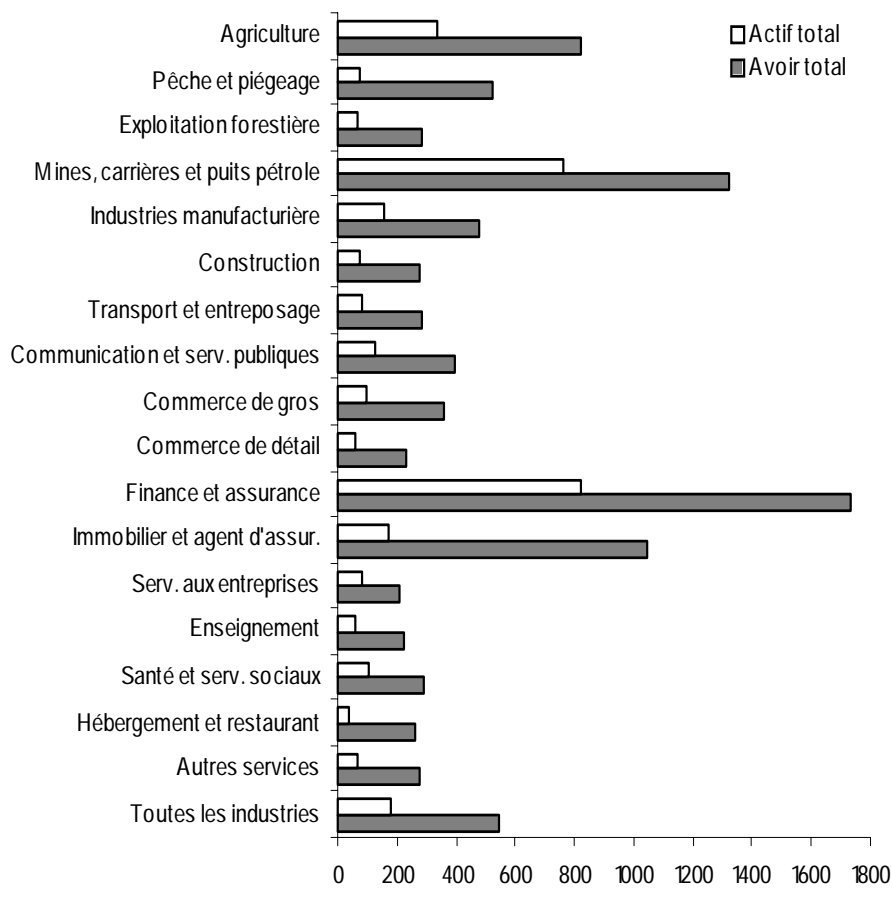
Le fait que le revenu par branche d'activité ne varie pour ainsi dire pas selon la province ou le territoire pourrait témoigner d'une concurrence efficace entre petites entreprises au niveau de la branche d'activité.

Le bénéfice varie beaucoup plus que le revenu. Cette observation n'est pas surprenante, mais l'examen plus approfondi des écarts entre régions et entre branches d'activité pourrait être utile.

L'investissement moyen dans les petites entreprises est parfois modeste. L'avoir total (la valeur nette de l'entreprise) se chiffre, en moyenne, à 179 000 \$ pour l'ensemble des entreprises constituées en société et varie de 36 000 \$ pour la branche de l'hébergement et de l'alimentation à 762 000 \$ pour celle des mines, des carrières et des puits de pétrole. L'investissement est vraisemblablement moins important dans le cas des entreprises non constituées en société, puisque, si l'on compare les revenus, celles-ci sont plus petites que leurs analogues constituées en société. ■

<sup>7</sup> L'analyse présentée ici porte uniquement sur les entreprises constituées en société. Puisque les entreprises non constituées en société ne sont pas tenues de produire un bilan en même temps que leur déclaration de revenus, on ne dispose pas toujours à leur sujet des données nécessaires.

**Graphique 4. Actifs et avoir selon la branche d'activité, petites entreprises constituées en société**



## LES RÉPONDANTS...

Statistique Canada mène des enquêtes auprès d'entreprises de tous genres : grandes et petites, constituées ou non en société, détenues par une entité publique ou privée, avec ou sans salariés. Des entreprises de toutes les régions du pays et appartenant à toutes les branches d'activité répondent aux enquêtes de Statistique Canada. Toutes ces activités se concrétisent par la publication de centaines de tableaux, graphiques et analyses statistiques qui permettent de dresser un tableau précis de l'économie canadienne. Les renseignements permettent aussi d'établir le profil de l'activité économique provinciale et territoriale, et de procéder à des examens par branche d'activité ou par bien ou service.

### La valeur de bons renseignements

Disposer de données exactes, détaillées, complètes et récentes est un atout important pour tous les Canadiens. Les **décideurs** du monde des affaires, des associations industrielles, des administrations publiques, des groupes sociaux et communautaires, ainsi que les particuliers utilisent tous les données de Statistique Canada. Les **administrations publiques** se fient aux données provinciales pour établir les formules des paiements de transfert fédéraux-provinciaux, ainsi que pour élaborer et gérer les politiques visant le commerce interprovincial et le développement régional.

Les données économiques détaillées permettent aux **administrations provinciales** de mieux comprendre et prévoir les résultats économiques et d'améliorer les perspectives de croissance grâce à des décisions de gestion éclairées. Les administrations publiques, les **groupes industriels** et les **entreprises** se servent des données de Statistique Canada pour comprendre et évaluer les cycles économiques, la demande des consommateurs, la production industrielle, la concurrence et la productivité.

Les **entreprises** ont besoin de données de bonne qualité pour prendre des décisions judicieuses dans les domaines des finances, de l'investissement et de la commercialisation. Par exemple, un fabricant de matériel informatique qui veut se faire une meilleure idée de sa part du marché peut consulter les publications de Statistique Canada intitulées *Dépenses en immobilisations par type d'actif* (n° 61-223 XPF au catalogue) et *Industries manufacturières du Canada* (n° 31-203 XPF au catalogue). Ces publications fournissent des renseignements sur les investissements

dans le matériel informatique de 45 branches d'activité différentes. Le fabricant pourra estimer la taille totale du marché, calculer sa part, puis fixer ses objectifs en vue d'augmenter cette part.

Les entreprises peuvent aussi se servir des données de Statistique Canada pour repérer plus facilement les nouveaux débouchés. Par exemple, un grand fabricant de revêtements de sol qui se prépare à planifier la production de l'année à venir peut consulter les publications de Statistique Canada intitulées *Ventes et stocks des grands magasins* (n° 63-002-XPB au catalogue) et *Commerce de détail* (n° 63-005-XPB au catalogue). Ces publications lui permettront d'examiner les données sur les ventes de revêtements de sol au détail, ainsi que sur les stocks invendus. Les données sur les tendances des ventes au cours des dernières années l'aideront à prévoir les tendances futures et à déterminer les niveaux de production.

### Réduction de la paperasserie

Recueillir et produire des renseignements n'est pas une tâche simple. Les représentants des entreprises pensent souvent que le remplissage des questionnaires est un tâche laborieuse. Statistique Canada s'efforce par tous les moyens d'alléger ce fardeau en simplifiant les questionnaires, en effectuant les enquêtes auprès d'un moins grand nombre de répondants et en fusionnant les enquêtes pour en limiter le nombre et éviter les chevauchements. Statistique Canada recourt, dans la mesure du possible, aux données administratives, comme les dossiers provinciaux et les déclarations de revenus produites pour Revenu Canada. La stratégie de Statistique Canada consiste à s'appuyer davantage sur les données fiscales et à ne les compléter par des données d'enquête que si cela est nécessaire. Cette stratégie se traduit par des questionnaires plus courts dans certains cas, particulièrement en ce qui concerne les petites entreprises. Toutefois, le recourt aux dossiers administratifs a ses limites; ces dossiers ne contiennent pas toujours toutes les données nécessaires pour établir un profil complet des branches d'activité ni des biens ou services, surtout dans le cas des grandes entreprises qui sont exploitées dans plusieurs provinces



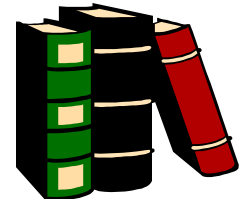
et dont les opérations appartiennent à diverses branches d'activité.

### La Loi sur la statistique protège les renseignements que vous nous fournissez

La *Loi sur la statistique* contient des dispositions très rigoureuses en ce qui concerne la confidentialité des renseignements. Elle interdit à Statistique Canada de publier toute statistique ou analyse qui permettrait d'identifier une entreprise ou un particulier. Statistique Canada ne communique aucune réponse individuelle à Revenu Canada. En outre, les dispositions relative à la confidentialité de la *Loi sur la statistique* ne sont pas modifiées par la *Loi sur l'accès à l'information*.

### Comment obtenir les données ...

Aux termes de la *Loi sur la statistique*, Statistique Canada est tenue de rendre public les résultats des enquêtes. Nous diffusons les



renseignements sous forme de tableaux, de graphiques et d'analyses textuelles anonymes, en recourant à divers moyens. Chaque jour, Statistique Canada publie un communiqué, intitulé *Le Quotidien*, qui contient les faits saillants officiels des résultats statistiques à mesure qu'ils sont produits. On y présente l'analyse des données nouvellement diffusées, ainsi que des renseignements sur la façon d'obtenir des analyses et des données plus détaillées. On y publie aussi les calendriers hebdomadaires et mensuels des futures diffusions importantes de données et on y annonce les nouveaux produits et services. *Le Quotidien* et d'autres produits statistiques de Statistique Canada peuvent être consultés sur Internet à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Les publications de Statistique Canada sont également diffusées gratuitement à quelque 700 bibliothèques publiques dans les diverses régions du Canada. Enfin, les membres du public peuvent consulter les publications, les produits électroniques, les cartes et les microfiches de Statistique Canada dans neuf centres régionaux de consultation implantés dans les grandes villes du Canada.

Yvele Paquette (613) 951-3500  
paquyve@statcan.ca  
Prog. des relations avec les répondants  
Division de la statistique des entreprises

## ENQUÊTE SUR LES ANTICIPATIONS À COURT TERME

par Jenny Grenier

L'enquête sur les anticipations à court terme est un sondage effectué mensuellement auprès d'un groupe d'analystes économiques des différentes provinces afin d'obtenir une vue représentative de l'économie canadienne.

Les analystes émettent des prévisions sur la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC), des taux de chômage et d'activité, du niveau d'exportations et d'importations de marchandises, de même que sur les variations mensuelles du produit intérieur brut (PIB). Ils fournissent des estimations des différents indicateurs économiques pour les trois mois suivants.

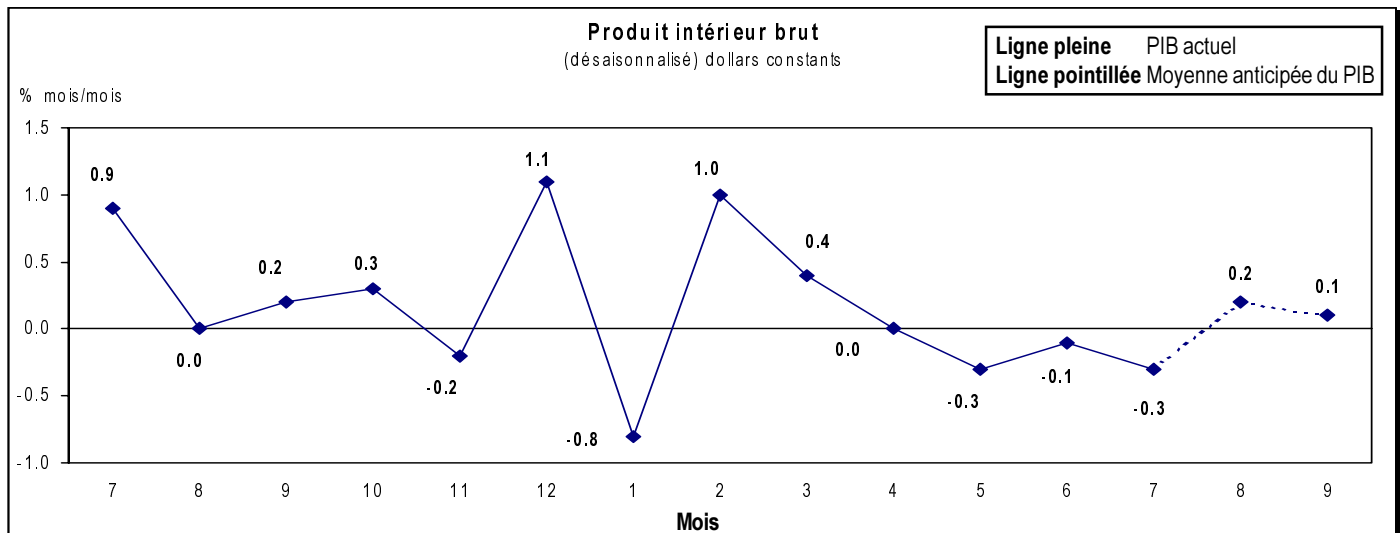
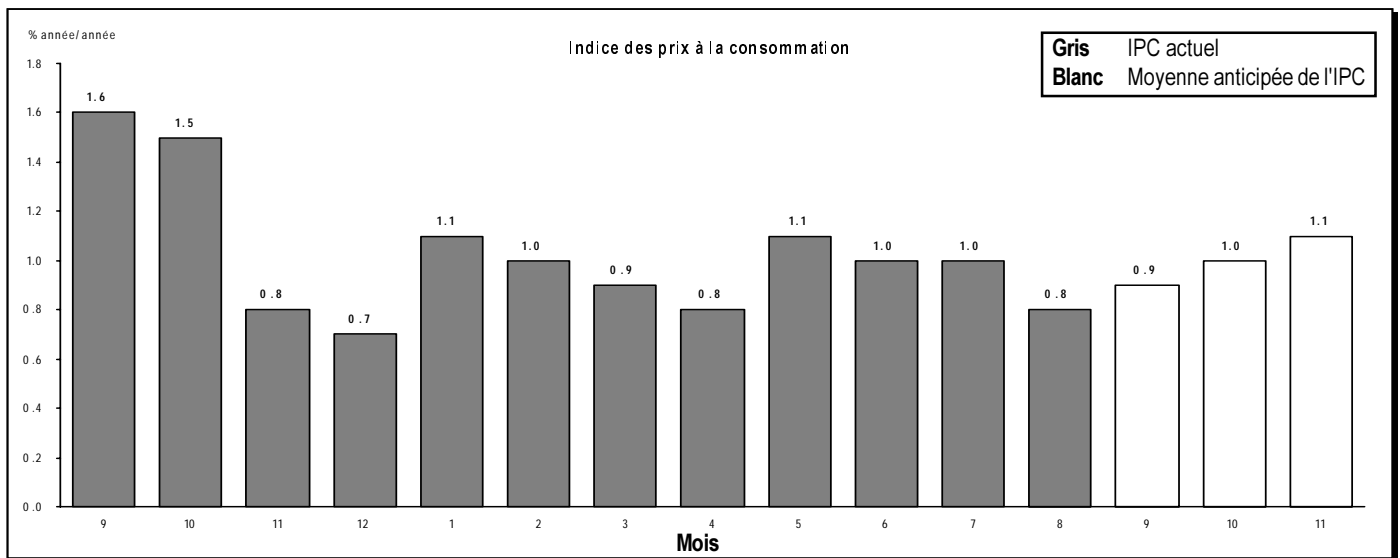
Les questionnaires sont préparés et faxés mensuellement à chacun des analystes à travers le pays. Ceux-ci possèdent approximativement une semaine pour faire parvenir leurs prévisions. Les réponses sont ensuite compilées et comparées aux données actuelles. Une analyse est produite à partir des résultats et est publiée dans *Le Quotidien* la semaine suivante.

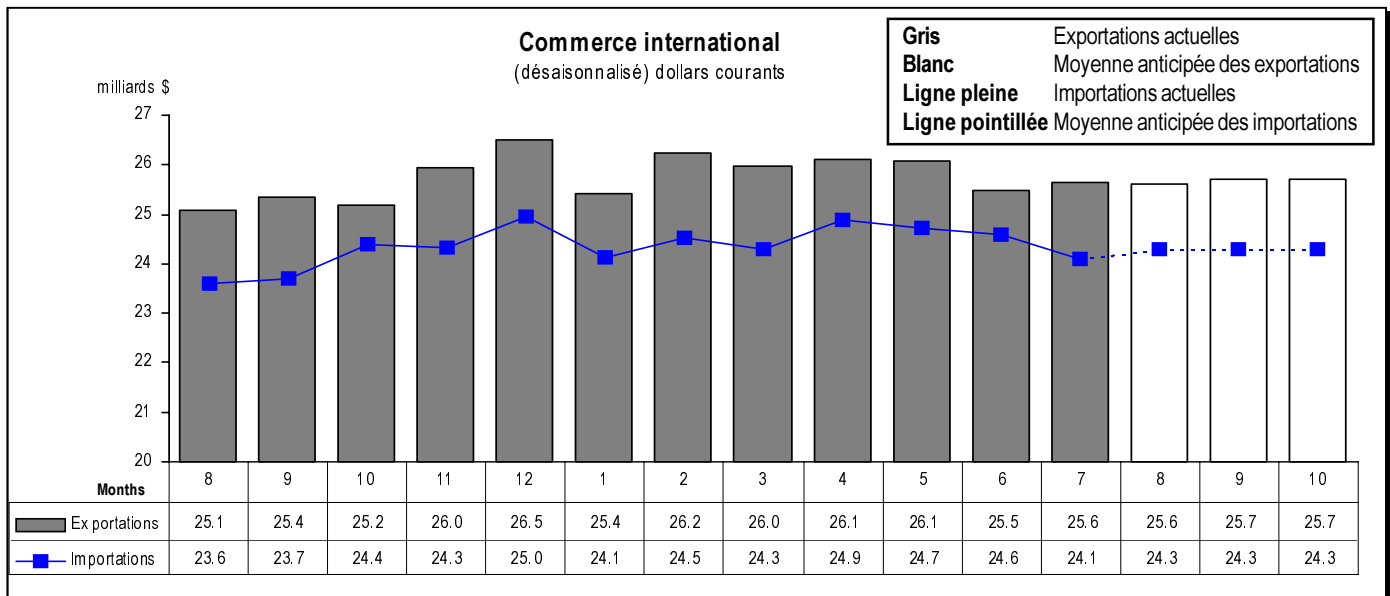
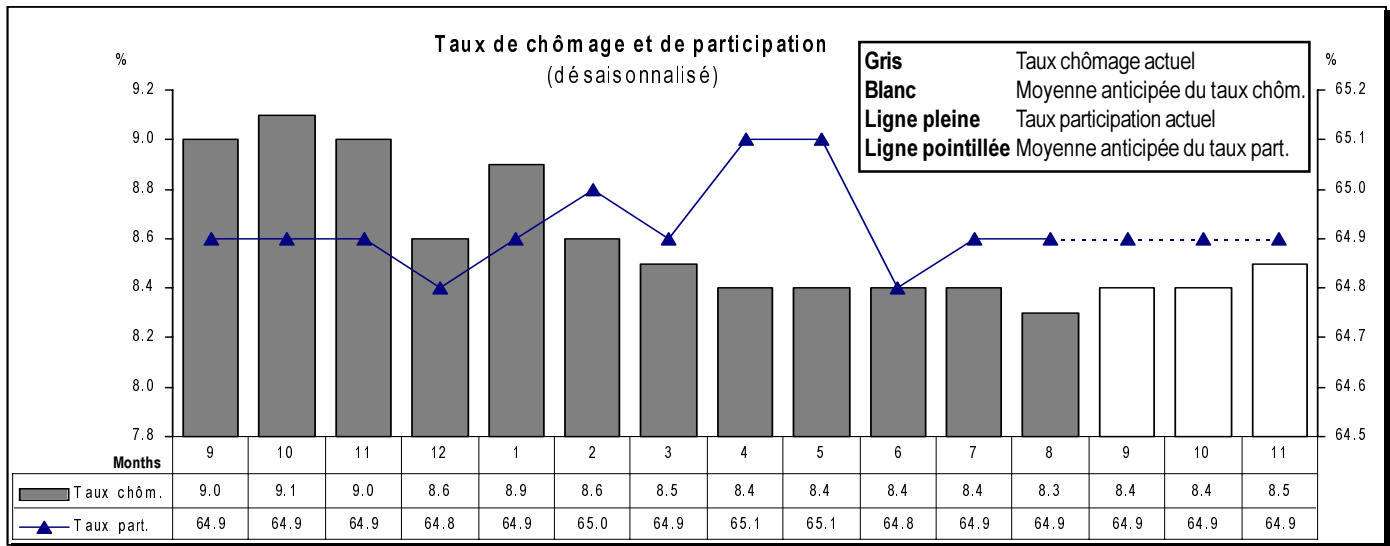
Les graphiques suivants démontrent les données historiques actuelles avec les moyennes des données anticipées pour les quatres principaux indicateurs économiques inclus dans l'enquête.

Surveillez les résultats de *L'enquête sur les anticipations à court terme* qui sont publiés la première semaine de chaque mois dans *Le Quotidien*. Visitez notre site web pour voir une nouvelle parution du *Le Quotidien* tous les jours ouvrables à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)

Pour tout renseignement au sujet de *L'enquête sur les anticipations à court terme*, veuillez contacter :

**Jenny Grenier**  
 (613) 951-1020  
[grenjen@statcan.ca](mailto:grenjen@statcan.ca)  
 Division des petites entreprises et enquêtes spéciales





## NOUVEAUTÉ

### Recueil statistique des études de marché, Édition 1998

Le *Recueil statistique des études de marché* constitue une source complète de statistiques socio-économiques. Il s'adresse à tous ceux et celles qui s'intéressent au marché canadien de la consommation. Les données qu'il renferme sont utiles à la mise en marché des produits et services destinés aux consommateurs et aux entreprises. Elles permettent en effet de tracer le portrait des principales branches d'activités (y compris les petites entreprises) et des consommateurs dans toutes les provinces et dans quarante-cinq grande villes. Les données sur le commerce international et

les projections des tendances démographiques et économiques peuvent être très utiles aux entreprises qui désirent prendre de l'expansion ou d'élargir la gamme de leurs produits.

Le *Recueil statistique des études de marché 1998* fait état du marché canadien comme aucune autre source statistique ne le fait. Il réunit les résultats de plus de 20 enquêtes spéciales de Statistique Canada, de même que les plus récentes données du Recensement de 1996, dans un seul guide de référence pratique!

**Pour commander:** 1-800-700-1033

order@statcan.ca

*Recueil statistique des études de marché 1998*,  
N° 63-224-XPB au catalogue  
125 \$ au Canada; 125 \$ US à l'extérieur du  
Canada

**Pour renseignement sur cette publication**

Jenny Grenier

(613) 951-1020

grenjen@statcan.ca

Division des petites entreprises et enquêtes  
spéciales



**Nouvelles données produites à partir des dossiers administratifs de la TPS, 1992 à 1997**

En juillet 1998 Statistique Canada a publié pour la première fois des données sur la moyenne de la juste valeur marchande (prix d'achat moyen) des habitations neuves au Canada et des moyens de remboursements de la taxe sur les produits et services payée sur ces habitations.

Depuis l'entrée en vigueur de la TPS en 1991, les particuliers qui se construisent ou achètent une habitation neuve ou rénovent en grande partie une habitation existante ont droit à un remboursement partiel de la TPS payée à cet égard. Pour recevoir le remboursement, l'acheteur doit remplir le formulaire GST-190 de Revenu Canada. La demande doit indiquer la juste valeur marchande ou le prix d'achat ainsi que d'autres renseignements de base sur la transaction. Le constructeur peut également

soustraire du prix d'achat le montant du remboursement et envoyer le formulaire au nom de l'acheteur.

Cette nouvelle série renferme des statistiques sur les remboursements de taxe et les habitations neuves selon la province ou le territoire, la région métropolitaine de recensement ou l'agglomération de recensement et les composants de la subdivision de recensement. Les données sont également présentées selon le type d'habitation (construite par soi-même, construite par un constructeur ou coopérative d'habitation).

Pour être éligible pour un remboursement, le prix d'achat d'une habitation neuve devait être \$450 000 ou moins, et l'habitation devait être construite ou achetée pour

usage personnel. Il y avait aussi quelques autres critères.

Quelques tendances générales et caractéristiques du dossier administratif sont analysées en *Juste valeur marchande/prix d'achat moyen des habitations neuves au Canada - nouvelles données produites à partir des dossiers administratifs de la TPS* (64-507-XIF, \$35). Toutes les tables sur la moyenne de la juste valeur marchande ou des moyens de remboursements sont disponibles sur CANSIM : matrice 9998.

**Pour plus de renseignements, communiquez avec :**

*Monique Simard* (613) 951-2092  
simamon@statcan.ca  
ou *Crystal Sowards* (613) 951-7162  
sewacry@statcan.ca  
Division des données fiscales

**«Puis-je vous aider?» : La hausse des dépenses des ménages pour les services**

Les dépenses de consommation des ménages deviennent de plus en plus un élément moteur de la croissance économique, et ces dépenses sont influencées par différents facteurs. Les goûts des consommateurs peuvent se modifier avec le temps, à mesure que de nouveaux produits apparaissent et que d'autres se démodent. Les changements dans les caractéristiques démographiques, économiques et sociales des consommateurs peuvent également avoir un effet sur leurs préférences, tout comme les changements dans les prix relatifs, les

utilités et le niveau de qualité des divers biens et services.

Dans la présente étude, basée sur les données de 1986 et de 1996 de l'Enquête sur les dépenses des familles, on examine comment la consommation des services par les ménages a changé au cours de la dernière décennie. On porte une attention particulière aux dépenses se rapportant aux services suivants : communications; intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers; restauration; hébergement des voyageurs;

divertissements et loisirs; et services personnels et domestiques. On explique également pourquoi les habitudes de dépenses des ménages pour des services particuliers ont changé de 1986 à 1996.

**Plus de détails disponible dans :**

*Indicateurs des services*, 2<sup>e</sup> trimestre 1998  
N° 63-016 au catalogue  
Pour commander : 1-800-700-1033  
order@statcan.ca

**Auteurs:** *Don Little* et *Renée Bêland*  
Division des services, (613) 951-6739  
littdon@statcan.ca

**Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?**

À partir des données de l'Enquête sur la population active et du Fichier de données longitudinales sur la main-d'œuvre, cet article examine les tendances de la stabilité d'emploi au Canada, particulièrement dans le secteur tertiaire. L'article établit que la stabilité d'emploi varie non seulement entre le secteur tertiaire et les autres secteurs, mais aussi à l'intérieur du secteur tertiaire. Par exemple, la stabilité d'emploi est la même dans les services commerciaux, les services de distribution et l'industrie manufacturière, mais elle est plus faible dans les services aux consommateurs, dans l'industrie primaire et dans l'industrie de la construction. Les services publics connaissent la plus haute stabilité d'emploi.

L'article montre aussi que la stabilité d'emploi globale atteint actuellement des niveaux historiquement élevés, partiellement en raison de la baisse du taux de mises à pied permanentes et du taux de départ. Puisqu'une économie robuste s'accompagne habituellement d'une augmentation du taux de départ, l'augmentation de la stabilité d'emploi qui résulte d'une baisse du taux de départ n'est pas nécessairement un signe positif. La baisse du taux de départ est observée dans les services commerciaux et dans les industries des services publics. Par ailleurs, l'augmentation de la stabilité d'emploi dans les services aux

consommateurs résulte de la baisse du taux de mises à pied permanentes.

**Plus de détails disponible dans :**

*Indicateurs des services*, 2<sup>e</sup> trimestre 1998  
N° 63-016 au catalogue  
Pour commander : 1-800-700-1033  
order@statcan.ca

**Auteurs :** *Andrew Heisz* et *Sylvain Côté*  
(613) 951-3748  
heisand@statcan.ca  
cotesyl@statcan.ca  
Groupe d'analyse de l'entreprise et du marché de l'emploi

## Division de l'agriculture

Il est désormais plus facile de travailler avec les données de l'agriculture. Que votre intérêt pour le commerce de l'agriculture soit en tant qu'analyste, chercheur ou producteur, le CD-ROM du *Recensement de l'agriculture 1996* vous apporte les données que vous avez besoin par un simple click de votre souris. Avec sa richesse d'information, la première parution du CD-ROM du *Recensement de l'agriculture 1996* est facile à utiliser. Les tableaux de données présentent les caractéristiques des fermes et des opérateurs agricoles provenant du *Recensement de l'agriculture 1996* au niveau national et provincial, ainsi que pour plus de 2300 petites régions à travers le

Canada. Tout y est : nombre et zone des fermes, zones de culture, inventaires de bétail et de volaille, utilisation et pratiques de gestion des terres, inventaires de la machinerie et de l'équipement agricole, et une variété de variables financières. Sont également inclus, les informations sur les exploitants et exploitantes agricoles telles : âge, sexe, statut de résidence et travail hors ferme. Pour plus d'information, contactez sans frais le service aux usagers du recensement de l'agriculture au 1-800-465-1991.

La division de l'agriculture a travaillé à améliorer l'information, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des changements aux approvisionnements des aliments et de la nutrition au Canada à

travers le temps. La publication *La consommation des aliments au Canada*, contient une couverture complète sur les habitudes de consommation des aliments et des boissons; des données sur notre approvisionnement en produits de la ferme, préparation et importation; information sur la quantité d'aliments exportés, utilisés par les préparateurs et entreposés, quinze ans de données au bout de vos doigts; analyses et graphiques illustrant les tendances et les changements dans les habitudes de s'alimenter. Pour en savoir plus sur *La consommation d'aliments au Canada*, contactez sans frais la Division de l'agriculture de Statistique Canada au 1-800-465-1991.

## Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada

Statistique Canada lance un bulletin hors série pour documenter la structure et les tendances dans les régions rurales du Canada. Son but est de fournir des renseignements de base pour les discussions nationales et provinciales concernant les questions rurales et de servir de référence dans les comparaisons entre collectivités locales. Le *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada* est produit par la Division de l'agriculture et est offert gratuitement. Les items suivants sont les points saillants des prochains numéros.

### Croissance démographique observée dans les régions rurales et les petites villes dans les années 90

#### Faits saillants

- Dans l'ensemble, la population des régions rurales et des petites villes du Canada a augmenté au cours de chacune des périodes intercensitaires depuis 1976.
- Le taux de croissance des régions rurales et des petites villes varie considérablement d'une province à l'autre.
- La croissance démographique dans les régions rurales et les petites villes a surtout été observée dans les petites villes.
- Les données au niveau infraprovincial révèlent de fortes différences régionales dans chaque province.
- Cependant, la croissance démographique a été plus forte dans les «grands centres urbains».
- Ainsi, la part de la population canadienne habitant les régions rurales et les petites villes a diminué – elle représentait 22% en 1996 comparativement à 34% en 1976.
- Terre-Neuve est la seule province où plus de 50% de la population habite dans les régions rurales et les petites villes.

**Plus de détails disponibles dans:**  
*Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 1, n° 1  
N° 21-006-XPB au catalogue  
Pour commander : 1-800-465-1991

#### Auteurs

*Robert Mendelson*  
(613) 951-5385  
mendrob@statcan.ca  
*Ray Bollman*  
(613) 951-3747  
bollman@statcan.ca

### Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine

#### Faits saillants

- Les tendances relatives à la croissance et à la baisse de l'emploi ont été différentes au sein de la population active des régions non métropolitaines et des centres métropolitains.
- La croissance et la diminution de l'emploi dans les régions non métropolitaines ont varié selon les activités économiques provinciales.
- Pour toutes les provinces, sauf celles des Prairies, les taux de chômage non métropolitains ont en général été plus élevés que les taux de chômage métropolitains.
- Les taux de chômage non métropolitains ont moins fluctué en raison des cycles économiques. Au cours des périodes de récession économique, les taux de chômage non métropolitains ont augmenté plus lentement; durant les périodes de prospérité économique, ils ont diminué plus lentement.
- Les taux d'emploi (ratios emploi/population) ont été moins élevés sur les marchés du travail non métropolitains.
- Les taux d'emploi ont été plus élevés dans l'Ouest du Canada.

**Plus de détails disponibles dans:**  
*Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 1, n° 2  
N° 21-006-XPB au catalogue  
Pour commander : 1-800-465-1991

#### Auteur

*Robert Mendelson*  
(613) 951-5385  
mendrob@statcan.ca

**LE POINT SUR...**

Bulletin d'information de Statistique Canada sur les tendances et les statistiques touchant les échanges commerciaux

Publié par le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises, sous la responsabilité du ministre chargé de Statistique Canada. Prière de faire mention de Statistique Canada chaque fois que vous reproduisez ou citez l'une ou l'autre des parties du présent document.  
© Ministre de l'Industrie, 1997

**Cette publication a été produite par:**

**Jenny Grenier**

Agent des publications  
Division des petites entreprises et enquêtes spéciales  
10-C4, Édifice Jean Talon  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-1020  
Télécopieur: (613) 951-1572  
Courriel électronique: grenjen@statcan.ca

**Remerciements particuliers à toutes les divisions qui ont contribué à la production de cette publication.**

Prix : Canada : 5 \$ le numéro

**Les numéros de téléphone de Statistique Canada :**

Service national sans frais de  
COMMANDES :  
1-800-267-6677

Service national sans frais de  
RENSEIGNEMENTS  
1-800-263-1136

**L'adresse postale de Statistique Canada:**

Statistique Canada  
Division des opérations et de l'intégration  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6  
Télécopieur : (613) 951-1584  
Internet: order@statcan.ca

Also available in English

**POUR RECEVOIR SANS FRAIS LE PROCHAIN NUMÉRO DE LE POINT SUR..., remplir ce coupon et le retourner par la poste ou par télécopieur à Statistique Canada**

Nom : \_\_\_\_\_ Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Province : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

Retournez ce coupon à :

Télécopieur : (613) 951-1584

ou par la poste : Statistique Canada  
Division des opérations et de l'intégration  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

**Nous aimerions avoir votre opinion sur Le Point sur...**

Veuillez envoyer vos commentaires à :

**Jenny Grenier**, *Le Point sur...*,  
Division des petites entreprises et enquêtes spéciales  
Statistique Canada  
10-C4, Édifice Jean Talon  
Pré Tunney, Ottawa (Ontario) K1A 0T6  
Téléphone : (613) 951-1020  
Télécopieur : (613) 951-1572  
Courriel électronique: grenjen@statcan.ca

**Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada, la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

**Du bureau du rédacteur...**

**Le Point sur... est de retour!**

Veuillez noter que cette parution de *Le Point sur...* est la première depuis l'édition de l'automne 1997.

*Le Point sur...* était absent pour un moment en raison d'une réorganisation mais est de retour. Nous publierons d'intéressants articles approximativement tous les trois mois. Nous espérons que *Le Point sur...* saura conserver votre intérêt.

Le prochain numéro de *Le Point sur...* sera publié en janvier 1999.

**J. Grenier**  
Agent des publications  
Division des petites entreprises et enquêtes spéciales, Statistique Canada

# FAITES *LE POINT SUR...* LE MONDE COMPLEXE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE



*Le Point sur...*, est un bulletin trimestriel de Statistique Canada qui met l'accent sur des sujets d'intérêt particulier pour vous – le professionnel du monde des affaires.

Chaque numéro de *Le Point sur...* comprend un article de fond détaillé, destiné à éclaircir des faits nouveaux importants dans le domaine des affaires et du commerce. Soutenu par la réputation d'exactitude et de fiabilité de Statistique Canada, *Le Point sur...* vous présentera des analyses exhaustives de dossiers choisis que vous ne trouverez nulle part ailleurs.

Qui plus est, dans chaque nouveau numéro, vous trouverez une liste sélective de publications et de produits connexes de Statistique Canada. Ainsi, vous aurez à votre disposition un recueil utile de nombreux titres publiés par Statistique Canada!

Dans notre monde complexe et en pleine évolution, *Le Point sur...* sera le guide qui vous permettra de comprendre les tendances actuelles et futures qui pourraient avoir une incidence sur le rendement de votre organisation.

## OBTENEZ LE PROCHAIN NUMÉRO DE *LE POINT SUR...* SANS FRAIS!

Afin de recevoir gratuitement le prochain numéro de *Le Point sur...*, remplissez le bon de commande qui apparaît à l'intérieur et envoyez-le par courrier à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, ou par télécopieur au (613) 951-1584. Ou encore, composez sans frais le 1-800-267-6677. Notre adresse sur Internet est la suivante : [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca). Vous pouvez également nous rejoindre en communiquant directement avec un de nos neuf Centres de consultation régionaux :

**Halifax**  
(902) 426-5331

**Toronto**  
(416) 973-6586

**Edmonton**  
(403) 495-3027

**Montréal**  
(514) 283-5725

**Winnipeg**  
(204) 983-4020

**Calgary**  
(403) 292-6717

**Ottawa**  
(613) 951-8116

**Regina**  
(306) 780-5405

**Vancouver**  
(604) 666-3691

**VISITEZ LE SITE WEB DE STATISTIQUE CANADA AU:**

<http://www.statcan.ca>